



EDK | CDIP | CDPE | CDEP |

Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione
Conferenza svizra dals directurs chantunals da l'educaziun publica

Berne, le 10 septembre 2015
731.4./4/2007 pu

Par courriel:
weiterbildung@sbfi.admin.ch
Secrétariat d'Etat à la formation, à la
recherche et à l'innovation SEFRI
Schwanengasse 2
3003 Berne

Ordonnance sur la formation continue

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous offrir l'opportunité de prendre position à propos de l'ordonnance sur la formation continue.

La CDIP salue en principe le fait que la Confédération crée, par le biais de cette ordonnance, la base légale nécessaire pour soutenir financièrement les organisations actives à l'échelle nationale dans le domaine de la formation continue et dans le domaine de la promotion des compétences de base chez l'adulte. L'ordonnance peut être approuvée à la condition que les requêtes formulées ci-dessous soient prises en considération.

Les organisations actives à l'échelle nationale dans le domaine de la formation continue doivent recevoir des aides financières de la Confédération pour les prestations spécifiques qu'elles fournissent en matière d'information, de coordination et de développement (OFCo, art. 2). La CDIP estime qu'il est important que les contributions fédérales versées à ces organisations soient liées à des tâches clairement définies et s'avérant utiles pour l'ensemble du système de formation continue ou pour certains de ses aspects.

Les aides financières versées par la Confédération aux cantons pour la promotion des compétences de base chez l'adulte doivent s'inscrire dans le cadre de conventions-programmes, de la même manière que pour la promotion de l'intégration des étrangers. Nous estimons qu'il est approprié de prévoir ce même instrument pour la promotion des compétences de base chez l'adulte (lecture, écriture, capacité à s'exprimer oralement dans la langue officielle locale, connaissances de base en mathématiques, utilisation des technologies de l'information et de la communication, OFCo, art. 13). La coordination dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) peut ainsi également être garantie. Sur le plan de la mise en œuvre, nos requêtes sont les suivantes:

- a) L'art. 16, al. 2, de la LFCo précise que le Conseil fédéral fixe les critères régissant l'octroi des aides financières. L'ordonnance précise quant à elle que le SEFRI convient, en collaboration avec les cantons et les organisations du monde du travail, d'objectifs stratégiques en matière d'acquisition et de maintien de compétences de base chez l'adulte pouvant être revus tous les quatre ans (OFCo, art. 8). La CDIP salue cette réglementation souple à la condition qu'elle soit, en tant qu'important partenaire, associée de manière décisive à l'élaboration de ces objectifs.

Generalsekretariat | Secrétariat général

Haus der Kantone, Speichergasse 6, Postfach 660, CH-3000 Bern 7 | T: +41 (0)31 309 51 11, F: +41 (0)31 309 51 50, www.edk.ch, edk@edk.ch

IDES Informationszentrum | Centre d'information | T: +41 (0)31 309 51 00, F: +41 (0)31 309 51 10, ides@edk.ch

- b) La répartition des compétences et la collaboration au niveau fédéral doivent être clairement réglementées pour les domaines suivants: encouragement de la formation continue, formation professionnelle, promotion de l'intégration selon la loi sur les étrangers, assurance-chômage et assurance-invalidité (OFCo, art. 8).
- c) Les processus menant à la conclusion de conventions-programmes entre la Confédération et les cantons de même que les comptes rendus doivent être conçus de façon simple, afin d'éviter des charges administratives trop lourdes pour les ressources cantonales (OFCo, art. 10 et 14). La possibilité d'allouer les aides fédérales moyennant un contrat de prestations ou par voie de décision doit en outre être pleinement exploitée (OFCo, art. 11, al. 2).
- d) Des moyens financiers appropriés doivent être demandés dans le cadre du Message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pour la période 2017–2020, cela pour qu'un nombre nettement plus élevé d'adultes présentant des lacunes au niveau des compétences de base puissent accéder à des offres de formation adéquates et pour que les cantons puissent être mieux soutenus dans leur travail d'information et de sensibilisation ainsi que dans le développement de nouvelles offres (OFCo, art. 11 à 13).
- e) Les cantons sont souverains sur le plan de l'organisation interne. La Confédération ne peut donc pas leur imposer de directives en ce qui concerne la participation des communes. Or un document de travail qui nous a été présenté dans le cadre des travaux déjà entrepris (et portant sur les futurs principes d'encouragement) contenait de telles directives. C'est cependant bien aux cantons qu'il revient de décider dans quelle mesure les communes doivent être impliquées.

En vous remerciant d'avance pour l'accueil que vous réserverez à nos remarques, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées,

**Conférence suisse des directeurs
cantonaux de l'instruction publique**



Christoph Eymann, conseiller d'Etat
Président



Hans Ambühl
Secrétaire général

Copie:

- Membres de la CDIP
- T. Ninck, président de la Conférence suisse des offices de formation professionnelle CSFP
- J.-P. Brügger, président de la Conférence intercantonale de la formation continue CIFIC